

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU SYNDICAT MIXTE DOUBS LOUE

Date d'affichage : L'an deux mille vingt-quatre, le 30 septembre à dix-huit heures trente, le comité syndical du Syndicat Mixte Doubs Loue, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, exceptionnellement à RANCHOT, sous la présidence de Monsieur Etienne CORDIER, PRESIDENT

30 09 2024

Date de convocation :

12 09 2024

Nombre de délégués :

En Exercice : 12

Présents : 9

Votants : 10

Excusés : 4

PRESENTS : M CORDIER Etienne, M BARBERET Emmanuel, M MEUGIN Olivier, M VUILLET Christian, Mme GAY Florence, M GOUNAND Alain, M PICHON Jean Claude, M THIEBAUT Pierre, Mme BOUDRY Jeanne (suppléante)

EXCUSES : M DAVID (donne pouvoir à M CORDIER), M DECOTE Yves, M BAUD Jean Baptiste, Mme CALINON Séverine

SECRETAIRE DE SEANCE : M MEUGIN Olivier

D 17 24 – SYSTEME ENDIGUEMENT MONTBARREY

Dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) instituée par la loi MAPTAM de 2014, les collectivités ont la responsabilité de définir et d'exploiter les systèmes d'endiguement sur leur périmètre de compétence conformément aux règles définies par décret du 12 mai 2015 relatif aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques.

Le SMDL exerce par transfert des collectivités membres la compétence GEMAPI (arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 portant modification des statuts) sur le bassin versant du Doubs des collectivités membres.

Un système d'endiguement est notamment caractérisé par une zone protégée, un niveau de protection et un ensemble d'ouvrage composant le système (digues et autres ouvrages contributifs). La collectivité compétente en matière de prévention des inondations doit ainsi définir ses systèmes d'endiguement et solliciter auprès du Préfet les autorisations environnementales, à l'appui d'une étude de dangers.

En tant que gestionnaire de systèmes d'endiguement, la collectivité s'engage :

- Sur le niveau de protection apporté par le système. Au-delà de ce niveau, le gestionnaire bénéficie d'un dispositif d'exonération de responsabilité.
- A mettre en place une surveillance et une exploitation adaptée et conforme aux exigences réglementaires
- A produire les documents prévus par la réglementation.

Par délibération en date du 20 décembre 2021, le comité syndical a approuvé la réalisation des études de dangers sur les systèmes d'endiguement présents sur le territoire du SMDL en vue de leur régularisation en système d'endiguement, ainsi que les études techniques complémentaires nécessaires. Par délibération en date du 6 mars 2022, le comité syndical a approuvé la réalisation des études complémentaires telles que demandées par le cabinet d'études agréé pour la réalisation des études de dangers (géotechnique, géophysique, topographie, bathymétrie...).

Le système d'endiguement de Montbarrey a fait l'objet d'un arrêté reconnaissant l'antériorité des ouvrages en date du 18 aout 2015 (arrêté préfectoral n°2015-08-04-2 du 18 aout 2015).

Par arrêté préfectoral n°SEREF-2024-06-28-007 du 28 juin 2024, les autorisations existantes et le dispositif d'exonération de responsabilité du gestionnaire prévue par l'article R.562-14 du Code de l'environnement ont été prolongés jusqu'au 1 er juillet 2025.

Sur la base des documents d'exploitation élaborés par le SMDL et des éléments techniques disponibles, le système d'endiguement de Montbarrey a fait l'objet d'un dossier de régularisation (autorisation environnementale) appuyé sur la version finale de l'étude de danger produite par le cabinet ARTELIA.

Il convient donc pour le Syndicat de fixer par délibération la définition finale du système d'endiguement, le niveau de protection retenu et la zone protégée

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.562-8-1, R.181-1 et suivants, R.214-1 et suivants ainsi que les articles R.562-12 à R.562-17 ;

VU l'arrêté préfectoral n°3920191224-002 du 24 décembre 2019 portant modification des statuts du SMDL ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-08-04-2 du 18 août 2015 portant reconnaissance d'antériorité des tronçons de digues de Montbarrey 7A-7B ;

VU l'arrêté préfectoral n°SEREF-2024-06-28-007 du 28 juin 2024 portant notamment reconnaissance d'antériorité du tronçon 2A de la digue de Champagne sur Loue et report de l'échéance de caducité des autorisations au 1er juillet 2025 ;

VU le dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de Montbarrey déposé auprès des services de l'Etat par le SMDL le 24 juin 2024 au titre des articles R.181-12 et suivants du code de l'environnement, enregistré sous la référence administrative 39-2024-00070 par la direction départementale des territoires du Jura

CONSIDERANT l'étude de danger du système d'endiguement de Montbarrey produite par ARTELIA, bureau d'études agréé ;

CONSIDERANT la situation foncière des ouvrages et des ouvrages contributifs détaillés dans l'annexe 2 du dossier d'autorisation du système d'endiguement de Montbarrey ;

Le comité syndical après en avoir délibéré,

DEFINIT le système d'endiguement de Montbarrey tel que présenté ci-dessous et dans la carte annexée à la présente délibération :

- Ouvrages constitutifs de l'amont à l'aval (cf. carte annexe de la présente délibération)
 - De la digue d'un linéaire de 1 792 m située en rive droite de la Loue, entre le lit mineur du cours d'eau et le ruisseau de la Reverotte
- Niveau de protection retenu : 700 m³/s à la station de Champagne sur Loue correspondant à une crue de période de retour 15 ans (Q15)
- Zone protégée (cf. carte annexe de la présente délibération) :
 - La zone protégée s'étend sur une surface de 35.894 ha pour un nombre d'enjeux estimé à 49 bâtiments (24 habitations et 25 abris ou garages proches ou attenants aux habitations). Elle correspond aux terrains qui pourraient être inondés en l'absence de système d'endiguement pour une crue correspondant au niveau de protection. En considérant une moyenne de 2.10 personnes par habitation, la population protégée est estimée à 51 personnes.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer l'ensemble des conventions avec les propriétaires d'ouvrages ou d'ouvrages contributifs constitutifs du système d'endiguement afin de définir les dispositions de gestion, de mise à disposition ou de superposition d'affectation ;

AUTORISE le Président ou son représentant à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération ;

A Ranchot, le 30 septembre 2024,
Le Président du Syndicat Mixte Doubs Loue,

**RENDU EXECUTOIRE
POUR EXTRAIT CONFORME**

M Etienne CORDIER



Annexe D17 24 SYSTEME ENDIGUEMENT MONTBARREY

